

N° DP 24/577

DECISION DU PRESIDENT

ACQUISITION DE LA PARCELLE AZ 850 VIEUX CHEMIN DES SABLETTES A LA SEYNE-SUR-MER - DECISION MODIFICATIVE

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/075 en date du 4 mai 2023 portant élection du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Seyne-sur-Mer,

VU la décision du Bureau Métropolitain n°19/1247 du 16 décembre 2019,

VU l'accord de cession donné en assemblée générale du 5 janvier 2024 de la copropriété LE VACCARES,

CONSIDERANT que la vente par la SCI VACCARES à la Métropole Toulon Provence Méditerranée de la parcelle sise sur la commune de La Seyne-sur-Mer, vieux chemin des Sablettes, cadastrée section AZ n°850 d'une superficie de 28 m², n'a pu intervenir avant la mise en copropriété de la Résidence du même nom, il convient aujourd'hui de faire intervenir à l'acte le syndicat des copropriétaires dont l'accord de cession a été donné en assemblée générale du 5 janvier 2024, lequel syndicat sera représenté par son syndic,

CONSIDERANT qu'il convient de modifier la décision métropolitaine n°19/1247 du 16 décembre 2019,

CONSIDERANT que cette modification, au regard des dispositions de la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 relative à la délégation au Président et au bureau, relève désormais de la compétence du Président,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE MODIFIER l'article 2 de la décision Métropolitaine n°19/1247 du 16 décembre 2019 et **D'ACQUERIR** pour un montant d'un euro symbolique (1€) la parcelle cadastrée section AZ 850, d'une superficie de 28 m² en nature de voirie et de dépendance de voirie, sise vieux chemin des Sablettes à La Seyne-sur-Mer, appartenant au syndicat des copropriétaires de la Résidence LE VACCARES.

ARTICLE 2

DE MODIFIER l'article 5 de la décision Métropolitaine n°19/1247 du 16 décembre 2019, et **DE DIRE** que les crédits sont inscrits à l'opération n°40401 ANTLS chapitre 21, fonction 844, article 2112, Terrains de Voirie du budget principal 2024 et suivants de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 3

DE DIRE que tous les autres articles demeurent inchangés.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **24 JUIN 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



4505 10/11 3 8

BUREAU METROPOLITAIN DU lundi 16 décembre 2019

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 15		
QUORUM : 8		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
11	0	4
OBJET DE LA DECISION		
<p style="text-align: center;">N° 1 9 / 1 2 4 7</p> <p style="text-align: center;">VOIRIE - ÉLARGISSEMENT ET RÉGULARISATION FONCIERE DU VIEUX CHEMIN DES SABLETTES SUR LA COMMUNE DE LA SEYNE-SUR-MER - ACQUISITION DE LA PARCELLE CADASTRÉE SECTION AZ N°850 ISSUE DE AZ N°204 AUPRES DE LA SCI VACCARES POUR LA COPROPRIÉTÉ LE VACCARES - AUTORISATION DE SIGNATURE</p>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Robert BENEVENTI,
M. Robert CAVANNA, M.
Yannick CHENEVARD,
M. Hubert FALCO, M.
Jean-Pierre GIRAN, Mme
Christiane HUMMEL, M. Ange
MUSSO, M. Francis ROUX, M.
Christian SIMON, M. Gilles
VINCENT, M. Marc VUILLEMOT

ABSENTS :

M. Marc GIRAUD, M. Jean-
Pierre HASLIN, M. Hervé
STASSINOS, M. Jean-
Sébastien VIALATTE

DECISION METROPOLITAINE

N° 1 9 / 1 2 4 7

BUREAU DU 16 décembre 2019

**OBJET : VOIRIE - ÉLARGISSEMENT ET RÉGULARISATION
FONCIERE DU VIEUX CHEMIN DES SABLETTES
SUR LA COMMUNE DE LA SEYNE-SUR-MER
- ACQUISITION DE LA PARCELLE CADASTRÉE
SECTION AZ N°850 ISSUE DE AZ N°204 AUPRES
DE LA SCI VACCARES POUR LA COPROPRIÉTÉ LE
VACCARES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU METROPOLITAIN,

VU le décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération N° 14/04/5 du 14 avril 2014 portant délégations au Président
et au Bureau,

VU le Code de l'Urbanisme,

VU l'article L.141-3 du Code de la Voirie Routière,

VU les articles L.1212-1 et L.1212-6 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU que dans le cadre du dispositif en vigueur de consultation des Domaines, la valeur vénale estimée de cette acquisition est inférieure au seuil de saisine réglementaire concernant les administrations publiques,

VU le plan de d'alignement et le document d'arpentage n° 8675 N établis par le cabinet OPSIA,

VU le consentement en date du 10/04/2017 de la SCI VACCARES, pour la cession à l'euro symbolique de l'emprise concernée par l'emplacement réservé n°99 au PLU, située sur la parcelle lui appartenant cadastrée section AZ n° 850, issue de AZ n° 204,

CONSIDERANT que le projet d'élargissement du vieux chemin des Sablettes est concerné par l'emplacement réservé n° 99 inscrit au PLU de la Ville de La Seyne-sur-Mer,

CONSIDERANT l'accord de la SCI VACCARES, concernant la cession de cette emprise à l'euro symbolique au titre de l'indemnité d'acquisition amiable,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'ACQUERIR pour un montant d'un euro symbolique la parcelle cadastrée section AZ n° 850 issue de AZ n° 204, d'une emprise de 28 m² en nature de voirie et de dépendance de voirie, sise 245, vieux chemin des Sablettes à La Seyne-sur-Mer.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur Hubert FALCO, Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, à signer l'acte d'acquisition à intervenir ainsi que tous les documents annexes nécessaires.

ARTICLE 4

DE DESIGNER Maître Sarah NATAF-SULTANA notaire à la Seyne-sur-Mer, en vue de la rédaction de l'ensemble des documents et actes nécessaires à la réalisation de cette acquisition.

ARTICLE 5

DE DIRE que les crédits sont inscrits à l'opération n° 60 401 « ANTLS – Voiries ex-communales (au titre des régularisations foncières PC - Frais d'actes) » au Budget Principal 2020 de la Métropole TPM.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à TOULON, le 16 décembre 2019

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



POUR : 11
CONTRE : 0
ABSTENTION : 0



SCI VACCARÈS
SIRET N° 823 854 039 00018

MAIRIE DE LA SEYNE-SUR-MER
Service Application du droit des sols
Services Techniques

BP 406

83504 LA SEYNE-SUR-MER

Objet :
LA SEYNE SUR MER
Rue Joseph d'Arbaud
PC 083 126 17 C0002
Déposé le 09/01/17

PC 083 126 17 C 0002

10 AVR. 2017

Monsieur le Maire, **RECOURS GRACIEUX**

Je soussigné, Gilles PERNOT, gérant de la SARL SEGEPRIM, elle-même gérante de la SCI VACCARÈS, m'engage à céder pour l'euro symbolique l'emprise du terrain concerné par l'emplacement réservé N° 99.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de nos salutations distinguées.

Gilles PERNOT

VU pour être annexé à notre
arrêté en date de ce jour,
La Seyne-sur-Mer le



18 MAI 2017

Commune :
LA SEYNE SUR MER (126)

Numéro d'ordre du document
d'arpentage : 8675 N
Document vérifié et numéroté le 23/10/2019
A Toulon
Par Laëtitia MIGLIACCIO
Inspectrice
Signé

TOULON
171 avenue de Vert Coteau
CS 20127

83071 TOULON CEDEX
Téléphone : 04 94 03 95 01

cdif.toulon@dgif.finances.gouv.fr

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

CERTIFICATION
(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)

Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires sous-signés (3)
a été établi (1) :

A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;
B - En conformité d'un piquetage : effectué sur le terrain ;
C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe, dressé
le par géomètre à
Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des Informations portées
au dos de la mise 6463.

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une acquisition (plan révisé par voie de mise à jour). Dans la formule B, les propriétaires peuvent avoir effectué eux-mêmes le piquetage.
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc.).
(3) Préciser les noms et qualité du signataire s'il s'agit d'un propriétaire grand-père, avoué, représentant qualifié de l'autorité compétente, etc.).

Section : AZ
Feuille(s) : 000 AZ 01
Qualité du plan : Plan régulier avant
20/03/1980
Echelle d'origine : 1/1000
Echelle d'édition : 1/500
Date de l'édition : 23/10/2019
Support numérique : _____

D'après le document d'arpentage
dressé

Par M. HOSPITAL François (2)

Réf :
Le

Modification selon les énonciations d'un acte à publier









































































































































































FONCIA SYCOLOGE

95 rue Montebello
83000 TOULON
Tél: 04 94 41 95 25
Fax: 04 94 41 95 27

ERRATUM

COPROPRIETE : LE VACCARES

245 VIEUX CHEMIN DES SABLETTES
83500 83500 LA SEYNE SUR MER

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU
VENDREDI 5 JANVIER 2024

PROCES VERBAL

De l'Assemblée Générale Ordinaire de l'ensemble immobilier

LE VACCARES sis à 83500 LA SEYNE SUR MER 245 VIEUX CHEMIN DES SABLETTES

Qui s'est tenue le vendredi 5 janvier 2024 à 17 heures

FONCIA SABLES D'OR , 972 PROMENADE GENERALES CHARLES DE GAULES , 83140 SIX FOURS LES PLAGES.

Sur convocation régulièrement notifiée par le Syndic.

L'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour notifié aux Copropriétaires conformément aux dispositions des articles 7 à 12 du décret du 17 mars 1967 pris en application de la Loi du 10 juillet 1965.



Il a été dressé une feuille de présence qui a été signée par les Copropriétaires ainsi que les Mandataires dès leur entrée en séance.

Il ressort que : 13 Copropriétaires sur 25
totalisant 63094 tantièmes sur 100000
étaient présents ou régulièrement représentés.

Etaient présents :	11	Copropriétaires sur	25	Totalisant	51678	Tantièmes sur	100000
Etaient représentés :	2	Copropriétaires sur	25	Totalisant	11416	Tantièmes sur	100000
Etaient absents :	12	Copropriétaires sur	25	Totalisant	36906	Tantièmes sur	100000

Présents en début de séance: Mme BAUDRY Jennifer (5082) - Mr & Mme CHARAY/CHARLOT Yannick/Barbara (3917) - M COLLIGNON Franck (4062) - Mme GAUDIN Sophie (5569) - Mme GREGOIRE Marcelle (3873) - Mr & Mme MARTIN Christophe et Emmanu (6502) - Mme MELOT Michelle (4964) - Mr & Mme METZ Norbert (6065) - Mr NAPOLEONI Patrick (3873) - Mr & Mme OBER Guy et Odile (3652) - Mr TALEC Yann (4119).

Représentés: Madame HALFAOUI Aurélie (5090) (Mme GAUDIN Sophie) - Mr & Mme PASCHEL Eric et Céline (6326) (PASCHEL Gysele).

Absents n'ayant pas envoyé de pouvoir : MR AZAN Guy (448) ; MME CELESTE Laura (667) ; Mr & Mme DEMORY Didier et Claire (3725) ; MR EL KEHAL Rida (3487) ; MME GIANNOTTA Christiane (4214) ; Mr et Mlle GOURDOU/CAVILLAT EMMANUEL/EVE (109) ; MME GULIZZI Karine (3679) ; MR KHEIRI Karim (3511) ; Mr & Mme KYPRAIOS Frédéric et Sylvie (4386) ; Mr & Mme LUCON Pascale et Isabelle (4903) ; MR REVEST Christian (3987) ; MME SURDEJ Sonia (3790).

ORDRE DU JOUR

- 1) ELECTION DU PRESIDENT D'ASSEMBLEE GENERALE -(ART24)
- 2) ELECTION DU SCRUTATEUR -(ART24)
- 3) ELECTION D'UN SECRETAIRE -(ART24)
- 4) EXAMEN ET APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE ARRETES AU 30/09/2023 A LA SOMME DE 20233,71 EUROS AINSI QUE LEUR REPARTITION ET LA SITUATION DE TRESORERIE AU 30/09/2023 - (ART24)
- 5) LE CONSEIL SYNDICAL -(ART25)
- 6) CANDIDATURE DE MME GAUDIN
- 7) VOTE EN SECONDE LECTURE
- 8) CANDIDATURE DE M. COLLIGNON (art25-1)
- 9) VOTE EN SECONDE LECTURE
- 10) CANDIDATURE DE MME GREGOIRE
- 11) VOTE EN SECONDE LECTURE
- 12) CANDIDATURE DE MME LEMASSON
- 13) VOTE EN SECONDE LECTURE
- 14) CANDIDATURE DE M. TALEC
- 15) VOTE EN SECONDE LECTURE
- 16) AUTRES CANDIDATURES
- 17) VOTE EN SECONDE LECTURE
- 18) CONFORMEMENT A L'ARTICLE 21 DE LA LOI 85.1470 DU 31 DECEMBRE 1985, DECISION A PRENDRE CONCERNANT LE MONTANT DES MARCHES ET CONTRATS A PARTIR DUQUEL LA CONSULTATION DU CONSEIL SYNDICAL EST RENDUE OBLIGATOIRE POUR LE SYNDIC. (art25-1)
- 19) VOTE SECONDE LECTURE
- 20) CONFORMEMENT A LA LOI 2000. 1208 DU 13 DECEMBRE 2000, DECISION A PRENDRE CONCERNANT LE MONTANT A PARTIR DUQUEL LA MISE EN CONCURRENCE EST RENDUE OBLIGATOIRE. (art25-1)
- 21) VOTE SECONDE LECTURE
- 22) ADOPTION DU BUDGET PREVISIONNEL POUR L'EXERCICE DU 01/10/2024 au 30/09/2025 (ART24)(ART24)
- 23) AUTORISATION PERMANENTE A ACCORDER A LA POLICE MUNICIPALE DE PENETRER DANS LES PARTIES COMMUNES -(ART24)
- 24) ASSURANCE MULTIRISQUE IMMEUBLE
- 25) CORRECTIF APPORTE A LA RESOLUTION 6 DE L'AG DU 17 NOVEMBRE 2022
- 26) CORRECTIF APPORTE A LA RESOLUTION 12 DE L'AG DU 17 NOVEMBRE 2022 (art25-1)
- 27) VOTE EN SECONDE LECTURE
- 28) DECISION A PRENDRE CONCERNANT L'INSTALLATION DE CAMERA (ART24)
- 29) MANDAT DONNE AU CONSEIL SYNDICAL DE CHOISIR L'ENTREPRISE LA MIEUX DISANTE
- 30) VOTE EN SECONDE LECTURE
- 31) AUTORISATION TRANSMISSION DES IMAGES VIDEO

- 32) VISIONNAGE DES IMAGES
- 33) VOTE DES HONORAIRES TRAVAUX DU SYNDIC
- 34) FINANCEMENT DE L'INSTALLATION
- 35) DECISION DE METTRE EN OEUVRE LA CESSION A L'EURO SYMBOLIQUE CONTENUE DANS LE REGLEMENT DE COPROPRIETE (P.53) ET LES ACTES DE VENTE DES COPROPRIETAIRES A LA COMMUNE DE LA SEYNE SUR MER/METROPOLE TPM DE L'EMPRISE DU TERRAIN CONCERNE PAR L'EMPLACEMENT RESERVE N°99 D'UNE SURFACE D'ENVIRON 29.534M².(art26-1)
- 36) VOTE EN SECONDE LECTURE
- 37) RAPPEL DES DISPOSITIONS PERTINENTES DU REGLEMENT DE COPROPRIETE RELATIVES A LA BONNE TENUE DE L'IMMEUBLE EN MATIERE D'ESTHETIQUE, D'HYGIENE ET DE RELATION DE BON VOISINAGE
- 38) RAPPEL DES OBLIGATIONS DES COPROPRIETAIRES AU REGARD DES ACTIONS DE LEURS LOCATAIRES

1) ELECTION DU PRESIDENT D'ASSEMBLEE GENERALE -(ART24)

L'assemblée générale nomme M COLLIGNON Franck aux fonctions de Président de séance.

Candidat(e) : M COLLIGNON Franck

Le nombre de personnes ayant voté est de 13 totalisant 63094 tantièmes sur 100000.

Elu président de séance de l'assemblée à l'unanimité des voix exprimées.(ART24)

Ont voté POUR : 63094 tantièmes

Candidat(e) : Mme GAUDIN Sophie

Le nombre de personnes ayant voté est de 12 totalisant 58012 tantièmes sur 100000.

Candidat non élu.(ART24)

Ont voté POUR : 58012 tantièmes

2) ELECTION DU SCRUTATEUR -(ART24)

PROJET DE RESOLUTION

L'assemblée générale nomme Monsieur, Madameaux fonctions de Scrutateur de séance.

Candidat(e) : M. NAPOLEONI Patrick

Le nombre de personnes ayant voté est de 13 totalisant 63094 tantièmes sur 100000.

Elu scrutateur de la séance de l'assemblée à l'unanimité des voix exprimées.(ART24)

Ont voté POUR : 63094 tantièmes

3) ELECTION D'UN SECRETAIRE -(ART24)

PROJET DE RESOLUTION

L'assemblée générale nomme le SYNDIC représenté par CHAPPAZ Philippe aux fonctions de Secrétaire de séance.

➤

Candidat(e) : Syndic

Le nombre de personnes ayant voté est de 13 totalisant 63094 tantièmes sur 100000.

Elu secrétaire de séance de l'assemblée à l'unanimité des voix exprimées.(ART24)

Ont voté POUR : 63094 tantièmes

Le « Bureau » de l'Assemblée Générale est ainsi composé de :

Présidence : M. COLLIGNON Franck.

Scrutateurs : Mr NAPOLEONI Patrick.

Le Syndic, représenté par , assure le secrétariat.

Le « Bureau » s'assure qu'aucune personne n'a reçu plus de trois délégations de vote et que, dans le cas contraire, les personnes qui détiennent plus de trois mandats ne disposent pas de plus de 10 % des voix du Syndicat, conformément aux dispositions de l'article 22 alinéa 3 de la Loi du 10 juillet 1965 modifiée par la Loi du 31 décembre 1985 elle-même modifiée par la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 - art 211, à savoir qu'un copropriétaire détenant plus de trois mandats ne devra pas disposer de plus de 10% des voix du Syndicat.

Le « Bureau » certifie alors exacte la Feuille de présence signée par les Copropriétaires ou leurs Mandataires et constate que l'Assemblée Générale est régulièrement constituée et peut, en conséquence, valablement délibérer sur les questions portées à l'Ordre du Jour.

4) EXAMEN ET APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE ARRETES AU 30/09/2023 A LA SOMME DE 20233,71 EUROS AINSI QUE LEUR REPARTITION ET LA SITUATION DE TRESORERIE AU 30/09/2023 - (ART24)

Nous joignons à la présente :

=> L'état comparatif des dépenses arrêtées au 30/09/2023 et le projet de budget de l'exercice du 01/10/2023 au 30/09/2024, la situation de trésorerie, la situation financière et le compte travaux du 01/10/2022 au 30/09/2023 (Annexes N° 1 2 3).

PROJET DE RESOLUTION

L'assemblée générale, après en avoir délibéré, approuve les comptes de l'exercice du 01/10/2022 au 30/09/2023 arrêtés à la somme de 20233,71 € ainsi que leur répartition, la situation de trésorerie et le compte travaux au 30/09/2023.

Le nombre de personnes ayant voté est de 13 totalisant 63094 tantièmes sur 100000.

➤ Mise aux voix, cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

5) LE CONSEIL SYNDICAL - (ART 25)

a) - Compte rendu du Conseil Syndical

L'Assemblée Générale prend note du rapport du Conseil Syndical pour l'exercice écoulé.

b) - Règles de fonctionnement du Conseil Syndical :

Le Conseil Syndical contrôle la gestion du Syndic, avec qui il se réunit pour étudier tous dossiers liés à la gestion de la Copropriété.

Le Conseil Syndical pourra se faire assister par tout technicien de son choix.

c) - Nomination des membres du conseil syndical actuellement composé de Mesdames et Messieurs- COLLIGNON Franck - MME GAUDIN Sophie - GREGOIRE Marcelle - M. JACQUET Jim

Liste des mandats à renouveler : M. JACQUET Jim (aucun lot) pour une durée d'une année d'exercice- (Art. 25)

PROJET DE RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance et voté sur chacune des candidatures en présence, procède à l'élection des membres du conseil syndical ci-après nommés, pour une durée d'une année d'exercice.

Dans le cas où la majorité de l'article 25 ne serait pas atteinte mais que le projet de résolution a obtenu au moins le tiers des voix du Syndicat, l'Assemblée Générale décide ou ne décide pas que ce présent projet de résolution fasse immédiatement l'objet d'un second vote à la majorité de l'article 24.

PROJET DE RESOLUTION

L'Assemblée Générale après en avoir délibéré décide, conformément à l'article 25-1 de procéder immédiatement à un second vote à la majorité de l'article 24.

6) CANDIDATURE DE MME GAUDIN

Candidat(e) membre : Mme GAUDIN Sophie

Le nombre de personnes ayant voté est de 13 totalisant 63094 tantièmes sur 100000.

Elu membre du conseil syndical à l'unanimité des voix exprimées. (ART 25)

Ont voté POUR : 63094 tantièmes

Membre élue au Conseil Syndical pour un mandat de un (1) an : Mme GAUDIN Sophie

7) VOTE EN SECONDE LECTURE

SANS OBJET

8) CANDIDATURE DE M. COLLIGNON (art 25-1)

Candidat(e) membre : M. COLLIGNON Franck

Le nombre de personnes ayant voté est de 13 totalisant 63094 tantièmes sur 100000.

Elu membre du conseil syndical à l'unanimité des voix exprimées. (ART 25)

Ont voté POUR : 63094 tantièmes

Membre élu au Conseil Syndical pour un mandat de un (1) an : M. COLLIGNON Franck

9) VOTE EN SECONDE LECTURE

SANS OBJET

10) CANDIDATURE DE MME GREGOIRE

Candidat(e) membre :Mme GREGOIRE Marcelle

Le nombre de personnes ayant voté est de 13 totalisant 63094 tantièmes sur 100000.

Elue membre du conseil syndical à l'unanimité des voix exprimées.(ART25)

Ont voté POUR :63094 tantièmes

Membre élue au Conseil Syndical pour un mandat de un (1) an : MME GREGOIRE Marcelle

11) VOTE EN SECONDE LECTURE

SANS OJET

12) CANDIDATURE DE MME LEMASSON

SANS OBJET

13) VOTE EN SECONDE LECTURE

SANS OBJET

14) CANDIDATURE DE M. TALEC

Candidat(e) membre :M. TALEC Yann

Le nombre de personnes ayant voté est de 13 totalisant 63094 tantièmes sur 100000.

Elu membre du conseil syndical à l'unanimité des voix exprimées.(ART25)

Ont voté POUR :63094 tantièmes

Membre élu au Conseil Syndical pour un mandat de un (1) an : M. TALEC Yann

Le nombre de personnes ayant voté est de 13 totalisant 63094 tantièmes sur 100000.

➤ Mise aux voix, cette résolution est adoptée à l'unanimité des présents et représentés.

15) VOTE EN SECONDE LECTURE

SANS OBJET

16) AUTRES CANDIDATURES

SANS OBJET

17) VOTE EN SECONDE LECTURE

SANS OBJET

18) CONFORMEMENT A L'ARTICLE 21 DE LA LOI 85.1470 DU 31 DECEMBRE 1985, DECISION A PRENDRE CONCERNANT LE MONTANT DES MARCHES ET CONTRATS A PARTIR DUQUEL LA CONSULTATION DU CONSEIL SYNDICAL EST RENDUE OBLIGATOIRE POUR LE SYNDIC. (art25-1)

PROJET DE RESOLUTION

L'assemblée générale, après en avoir délibéré, décide que le syndic devra consulter le conseil syndical pour tout marché et contrat dépassant la somme de 500,00 euros HT.

Le nombre de personnes ayant voté est de 13 totalisant 63094 tantièmes sur 100000.

➤ Mise aux voix, cette résolution est adoptée à l'unanimité des présents et représentés.

19) VOTE SECONDE LECTURE

SANS OBJET

20) CONFORMEMENT A LA LOI 2000. 1208 DU 13 DECEMBRE 2000, DECISION A PRENDRE CONCERNANT LE MONTANT A PARTIR DUQUEL LA MISE EN CONCURRENCE EST RENDUE OBLIGATOIRE. (art25-1)

PROJET DE RESOLUTION

L'assemblée générale, après en avoir délibéré, décide que le syndic devra mettre en concurrence tous appels d'offres dépassant la somme de 800,00 euros HT.

Le nombre de personnes ayant voté est de 13 totalisant 63094 tantièmes sur 100000.

➤ Mise aux voix, cette résolution est adoptée à l'unanimité des présents et représentés.

21) VOTE SECONDE LECTURE

SANS OBJET

22) ADOPTION DU BUDGET PREVISIONNEL POUR L'EXERCICE DU 01/10/2024 au 30/09/2025 (ART24)(ART24)

==> Le projet de budget prévisionnel, d'un montant de 19 000,00 €, est joint à la présente convocation (annexe n°3)

PROJET DE RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir examiné le projet de budget prévisionnel, adopte son montant pour les charges courantes pour l'exercice du 01/10/2024 au 30/09/2025 arrêté à la somme de 19 000,00 €. Ce budget donnera lieu à quatre appels de fonds exigibles le premier jour de chaque trimestre. Chaque Copropriétaire recevra un avis lui rappelant la date d'exigibilité et le montant de la provision exigible.

Le nombre de personnes ayant voté est de 13 totalisant 63094 tantièmes sur 100000.

➤ Mise aux voix, cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

23) AUTORISATION PERMANENTE A ACCORDER A LA POLICE MUNICIPALE DE PENETRER DANS LES PARTIES COMMUNES -(ART24)

PROJET DE RESOLUTION

L'Assemblée Générale autorise la police municipale à pénétrer uniquement dans les parties communes de l'ensemble immobilier. Cette autorisation, votée à la majorité de l'article 24, a un caractère permanent mais révocable dans les mêmes conditions de majorité.

Il est précisé que la police nationale est autorisée à verbaliser et procéder à l'enlèvement des véhicules gênants stationnés sur l'emprise de la copropriété.

Le nombre de personnes ayant voté est de 13 totalisant 63094 tantièmes sur 100000.

➤ **Mise aux voix, cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.**

24) ASSURANCE MULTIRISQUE IMMEUBLE

Préambule:

FONCIA dispose d'un courtier dédié, ASSURIMMO, dont le rôle est de rechercher pour ses clients les meilleures garanties au meilleur prix et de les assister dans la gestion des sinistres. Fort du nombre d'immeubles gérés par FONCIA, ASSURIMMO obtient des tarifs très concurrentiels renégociés chaque année auprès des principales compagnies du marché, et a mis en place un intercalaire (complément de garanties imposé aux compagnies par un courtier en assurance) très favorable pour les copropriétés.

Projet de résolution:

L'Assemblée Générale décide de choisir la société de courtage ASSURIMMO, pour négocier et conclure un nouveau contrat d'assurance multirisque immeuble auprès d'une nouvelle compagnie ou avec celle titulaire du contrat actuel, sous réserve de respecter impérativement l'une des deux conditions suivantes:

- de meilleures garanties sans augmentation tarifaire
- un meilleur tarif sans diminution des garanties.

Conformément à l'article 39 du décret du 17 mars 1967, il est précisé que la société de courtage ASSURIMMO est une filiale d'EMERIA EUROPE;

Mise aux voix :

POUR : 55569 tantièmes

CONTRE : 3652 tantièmes

Mr & Mme OBER Guy et Odile (3652)

ABSTENTION : 3873 tantièmes

Mme GREGOIRE Marcelle (3873)

Le nombre de personnes ayant voté est de 13 totalisant 63094 tantièmes sur 100000.

➤ **Mise aux voix, cette résolution est adoptée à la majorité des voix exprimées.**

25) CORRECTIF APPORTE A LA RESOLUTION 6 DE L'AG DU 17 NOVEMBRE 2022

PROJET DE RESOLUTION

L'Assemblée générale acte l'erreur matérielle contenue dans la résolution 6 de l'AG du 17 novembre 2022, et indique que Mme Marcelle GREGOIRE a été élue en qualité de membre du Conseil syndical (au lieu de M. Christian GREGOIRE comme retranscrit à tort dans le procès-verbal diffusé).

26) CORRECTIF APPOORTÉ A LA RESOLUTION 12 DE L'AG DU 17 NOVEMBRE 2022(art25-1)

PROJET DE RESOLUTION

Les traversées de mur porteur sont autorisées dans la stricte limitation de la nécessité de l'installation du groupe extérieur. De tels aménagements devant être exécutés dans les règles de l'art et ne pas compromettre l'intégrité de l'immeuble.

Le nombre de personnes ayant voté est de 13 totalisant 63094 tantièmes sur 100000.

➤ Mise aux voix, cette résolution est adoptée à l'unanimité des présents et représentés.

27) VOTE EN SECONDE LECTURE

SANS OBJET

28) DECISION A PRENDRE CONCERNANT L'INSTALLATION DE CAMERA (ART24)

PROJET DE RESOLUTION

l'assemblée générale décide de faire procéder à l'installation de 4 caméras dans les 4 halls d'entrée de l'immeuble suivant devis joint à la présente convocation et produit par la société JRM DOMOTIQUE pour un montant de 5.664,18 euros TTC

Le nombre de personnes ayant voté est de 13 totalisant 63094 tantièmes sur 100000.

➤ Mise aux voix, cette résolution est rejetée à l'unanimité des voix exprimées.

Cette résolution sera réétudiée et portée à l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale.

29) MANDAT DONNE AU CONSEIL SYNDICAL DE CHOISIR L'ENTREPRISE LA MIEUX DISANTE

SANS OBJET

30) VOTE EN SECONDE LECTURE

SANS OBJET

31) AUTORISATION TRANSMISSION DES IMAGES VIDEO

SANS OBJET

32) VISIONNAGE DES IMAGES

SANS OBJET

33) VOTE DES HONORAIRES TRAVAUX DU SYNDIC

SANS OBJET

34) FINANCEMENT DE L'INSTALLATION

SANS OBJET

35) DECISION DE METTRE EN OEUVRE LA CESSIION A L'EURO SYMBOLIQUE CONTENUE DANS LE REGLEMENT DE COPROPRIETE (P.53) ET LES ACTES DE VENTE DES COPROPRIETAIRES A LA COMMUNE DE LA SEYNE SUR MER/METROPOLE TPM DE L'EMPRISE DU TERRAIN CONCERNE PAR L'EMPLACEMENT RESERVE N° 99 D'UNE SURFACE D'ENVIRON 29.534M². (art26-1)

PROJET DE RESOLUTION

L'Assemblée générale, après en avoir discuté, décide d'autoriser la cession à l'euro symbolique à la commune de La Seyne sur Mer/Métropole TPM de l'emprise du terrain concerné par l'emplacement réservé n° 99 d'une surface d'environ 29.534 m², telle que prévue dans le règlement de copropriété (p. 53) et les actes de vente des copropriétaires. En procédant à l'acquisition de leurs lots, les propriétaires ont souscrit à cet engagement, ainsi que leurs ayants-droits et ayants-cause.

Mise aux voix :

POUR : 59442 tantièmes

CONTRE : 3652 tantièmes

Mr & Mme OBER Guy et Odile (3652)

ABSTENTION : 0 tantième

Le nombre de personnes ayant voté est de 13 totalisant 63094 tantièmes sur 100000.

➤ Mise aux voix, cette résolution ne recueille pas la majorité des 2/3 des voix de tous les copropriétaires et la majorité des membres du syndicat, mais la moitié des copropriétaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance représentant au moins 1/3 des voix des copropriétaires étant favorable, un second vote a été fait à la majorité des voix de tous les copropriétaires : la résolution est adoptée.

36) VOTE EN SECONDE LECTURE

SANS OBJET

37) RAPPEL DES DISPOSITIONS PERTINENTES DU REGLEMENT DE COPROPRIETE RELATIVES A LA BONNE TENUE DE L'IMMEUBLE EN MATIERE D'ESTHETIQUE, D'HYGIENE ET DE RELATION DE BON VOISINAGE

PROJET DE RESOLUTION

Il est rappelé les diverses incivilités, troubles anormaux du voisinages et infractions aux règles du règlement de copropriété constatées au cours de l'exercice écoulé, et des actions à entreprendre afin d'y remédier.

38) RAPPEL DES OBLIGATIONS DES COPROPRIETAIRES AU REGARD DES ACTIONS DE LEURS LOCATAIRES

PROJET DE RESOLUTION

L'assemblée générale rappelle que les copropriétaires sont responsables des actes et actions de leurs locataires, et que leur mise en cause est possible en cas d'infractions répétées.

L'Ordre du Jour étant épuisé et plus rien n'étant à débattre, la séance est levée à 18h30

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès verbal qui a été signé par les membres du « bureau » après lecture.

Conformément aux dispositions de l'article 18 du décret du 17 mars 1967, le texte de l'article 42 alinéa 2 de la Loi du 10 juillet 1965, modifié par la Loi du 31 décembre 1965 et ci-après reproduit :

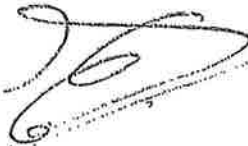
« Sans préjudice de l'application des textes spéciaux fixant des délais plus courts, les actions personnelles nées de l'application de la présente Loi entre des Copropriétaires, ou entre un Copropriétaire et le Syndicat, se prescrivent par un délai de dix ans ».

« Les actions qui ont pour objet de contester les décisions des Assemblées Générales doivent, à peine de déchéance, être introduites par les Copropriétaires opposants ou défaillants, dans un délai de deux mois à compter de la notification desdites décisions qui leur est faite à la diligence du syndic, dans un délai de deux mois à compter de la tenue de l'Assemblée Générale. Sauf en cas d'urgence, l'exécution par le syndic des travaux décidés par l'Assemblée Générale en application des articles 25 et 26 est suspendue jusqu'à l'expiration du délai mentionné à la première phrase du présent alinéa ».

« En cas de modification par l'Assemblée Générale des bases de répartition des charges dans les cas où cette faculté lui est reconnue par la présente Loi, le Tribunal de Grande Instance, saisi par un Copropriétaire, dans le délai prévu ci-dessus, d'une contestation relative à cette modification, pourra, si l'action est reconnue fondée, procéder à la nouvelle répartition. Il en est de même en ce qui concerne les répartitions votées en application de l'article 30 ».

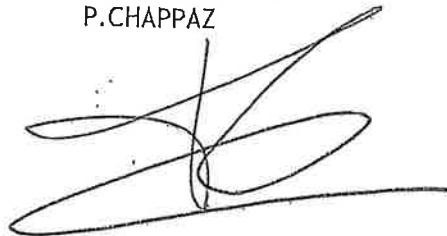
(Loi N° 94-624 du 21 juillet 1994) « Le montant de l'amende civile dont est redevable, en application de l'article 32-1 du nouveau Code de Procédure Civile, celui qui agit en justice de manière dilatoire ou abusive, est de 150 à 3000 € lorsque cette action a pour objet de contester une décision d'Assemblée Générale concernant des travaux mentionnés au 5° c de l'article 26 ».

LE PRESIDENT



LE SECRETAIRE

FONCIA SYCOLOGE
P.CHAPPAZ



LES ASSESSEURS



